



FO

LE FIL BLEU

Actualité générale européenne

Mars 2017 #3

Secteur Europe/International
CGT - Force Ouvrière



A38/17

6 mars : Sommet de Versailles sur l'avenir de l'Europe entre la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne

A la suite de la publication du livre blanc sur l'avenir de l'Europe, les chefs d'Etat des quatre pays moteurs de la zone euro se sont réunis à Versailles pour avancer sur l'un des scénarios évoqués par Juncker – bien qu'aucune mesure concrète n'ait été évoquée – faire **une Union Européenne à plusieurs vitesses**, dans la perspective de la déclaration de Rome.

A39/17

8 mars : Sommet social tripartite à Bruxelles sur l'avenir de l'Europe

L'ensemble des interlocuteurs sociaux se sont réunis au niveau européen et la Confédération Européenne des Syndicats y a participé et a rappelé ses revendications en matière d'investissement, d'emploi, de salaires et de droits sociaux.

La CES a notamment insisté sur **la campagne en faveur une hausse des salaires** pour les travailleurs européens, y compris par l'intermédiaire d'un renforcement du dialogue social et de la négociation collective, et qui alimentera de nombreuses actions jusqu'à juin 2018.

A40/17

10 mars : Réélection de Donald Tusk à la présidence du Conseil européen

Malgré la forte opposition du gouvernement polonais actuel et à des doutes sur une éventuelle nouvelle candidature, Donald Tusk a finalement été **reconduit à la présidence du Conseil européen** pour deux ans et demi. La Pologne a alors décidé de ne pas signer les conclusions du Conseil en représailles, n'ayant *in fine* aucune incidence sur la réélection.

A41/17

22 mars : Célébration du 60^{ème} Anniversaire du Fonds Social Européen à Malte

Le FSE est le Fonds de l'Union Européenne le plus ancien et a été établi en même temps que le Traité de Rome en 1957 **dans le but d'améliorer les possibilités d'emploi et le niveau de vie des travailleurs**. Aujourd'hui, le fonds finance des projets réalisés dans les Etats membres dans le domaine de l'emploi, de l'éducation et dans l'acquisition de qualifications.

A42/17

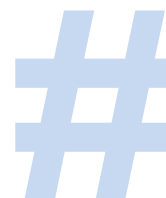
25 mars : Déclaration de Rome des 27 chefs d'Etat sur l'avenir de l'Europe

Les chefs d'Etat et de gouvernement se sont réunis à Rome pour signer une déclaration à l'occasion du **60ème Anniversaire du Traité de Rome**. Ils se sont tous engagés pour **une Europe sociale** et qui lutte notamment contre le chômage, les discriminations, l'exclusion sociale et la pauvreté afin de garantir une égalité des droits tout en rappelant **le rôle essentiel des partenaires sociaux**.

Cette déclaration est plutôt positive mais doit désormais s'exprimer en pratique, notamment à l'occasion de **la présentation du socle européen des droits sociaux** en avril, afin d'attester de la force des engagements pris pour la défense d'une Europe sociale.

La déclaration de Rome est téléchargeable ici : http://www.consilium.europa.eu/fr/meetings/european-council/2017/03/25-rome-declaration_pdf/

#DonaldTrump #Europe #60FSE #Versailles #ConseilEuropéen #60Rome



BRIT

A43/17

13 mars : Vote final du Parlement britannique sur le « Projet de loi de l'Union Européenne (notification de retrait) »

Malgré les amendements votés en chambre des Lords sécurisant les droits des travailleurs européens au Royaume-Uni et obligeant le gouvernement à soumettre au vote du Parlement britannique le projet final de retrait, la Chambre des Communes a finalement voté le projet de loi britannique **redonnant le pouvoir de déclencher l'article 50 du TFUE inconditionnellement au gouvernement britannique.**

A44/17

28 mars : Le projet d'un second référendum pour l'indépendance de l'Ecosse est voté par le Parlement écossais

Le Premier ministre écossais, Nicola Sturgeon, a avancé son projet **en réaction à la ligne forte** prise par le gouvernement britannique pour le Brexit. Le vote, dans un premier temps repoussé suite à l'attaque à Westminster, a été remporté largement. Cette indépendance serait la **première étape pour revenir au sein de l'Union Européenne** auquel les écossais sont clairement attachés.

A45/17

29 mars : Déclenchement de l'article 50 du TFUE pour la sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne

Theresa May a adressé au Conseil européen le courrier qui **lance officiellement la procédure de retrait** du Royaume uni de l'UE, en application de l'article 50 du TFUE. Les négociations doivent s'ouvrir pour une **durée de deux ans** pour fixer les modalités de la sortie britannique et devraient se conclure le 29 mars 2019 sauf accord à l'unanimité entre les 27 pour rallonger ce délai.

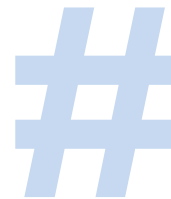
A46/17

30 mars : Publication du Livre blanc du gouvernement britannique sur la législation relative à l'acquis communautaire après la sortie du Royaume-Uni

Ce livre blanc semble aller dans un **bon sens pour les travailleurs** britanniques et européens résidant au Royaume-Uni malgré **quelques inquiétudes**. Mais il ne s'agit que de simples déclarations d'intention et il n'y a aucune garantie.

Il faut surtout retenir la **transposition du droit de l'Union Européenne dans le droit britannique** et notamment la **jurisprudence de la CJUE**. Ceci permettra de conserver l'**acquis social communautaire** dans un premier temps pour les travailleurs bien que de futures modifications ou abrogations sont possibles par le Parlement britannique après la sortie effective.

#Brexit #Ecosse #TheresaMay #Article50 #AcquisSocial



POLITIQUE SOCIALE

A47/17

13 mars : Abrogation d'une partie de la réforme libérale italienne *Jobs Act*

La CGIL, une des principales organisations syndicales en Italie, a obtenu l'abrogation d'une partie du **Jobs Act**, énième réforme libérale du marché du travail en Europe, notamment concernant les **vouchers** qui favorisent le temps partiel à outrance, grâce au **succès de sa campagne référendaire**, laquelle se poursuit pour défendre une proposition de Charte des Droits Universels des Travailleurs.

A48/17

15 mars : LuxLeaks – Condamnation du lanceur d'alerte au Luxembourg

L'ancien auditeur de PwC, Antoine Delcour, à l'origine des révélations du scandale financier LuxLeaks, a été condamné par la Cour d'appel du Luxembourg à 6 mois de prison avec sursis et 1500 € d'amende. Ce jugement est paradoxal en reconnaissant son acquittement pour la violation du secret professionnel en raison de son **statut de lanceur d'alerte**, une première, mais en maintenant sa condamnation pénale. Le lanceur d'alerte prévoit d'ores et déjà de se pourvoir en cassation.

A49/17

23 mars : Nouvelles pressions du Fonds Monétaire International sur la Grèce

Le FMI continue à presser la Grèce frappée durement par la crise qui n'a cessé depuis de multiplier les mesures d'austérité, sous l'influence de la Troïka. Le Fonds assujettit à nouveau le renforcement de son soutien financier à des réformes du travail et des retraites.

Les travailleurs grecs vont continuer à subir les **contre-coups des demandes des créanciers** de la Grèce, alors que leur niveau de vie a cruellement baissé. **L'austérité et la déréglementation** exigées par la Troïka, ont notamment entraîné la réduction du salaire minimum, l'affaiblissement des négociations collectives et la baisse des pensions.

#CGIL #FMI #Italie #Grèce #LuxLeaks #JobsAct #Whistleblowers



PARLEMENT EUROPÉEN

A50/17

Du 13 au 16 février : Session plénière au Parlement européen

Contrôle de la rémunération des dirigeants -

La résolution sur la rémunération des dirigeants dans les grandes entreprises établit un meilleur **encadrement par les actionnaires** – permettant une plus grande intégration à la politique de l'entreprise.

Pour une levée des obstacles à la libre circulation des travailleurs -

La résolution sur les obstacles à la liberté de circulation insiste notamment sur l'importance du principe de **l'égalité de salaire à travail égal** et déplore que certains États membres de l'Union refusent d'accorder une protection sociale aux travailleurs étrangers. Elle invite instamment les États membres à respecter la législation en vigueur de l'Union et les principes fondamentaux du droit du travail afin de protéger tous les travailleurs de l'Union.

Plus d'efforts nécessaires pour l'égalité homme/femme -

Les parlementaires européens invitent l'UE et les États membres à intensifier leurs efforts pour parvenir à **l'égalité hommes-femmes**, notamment en matière salariale, mais également en matière d'équilibre vie familiale-vie professionnelle et en matière de prévention des violences faites aux femmes. La résolution souligne en outre que les politiques d'austérité ont « considérablement ralenti la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes ».

Condamnation de la règle américaine du bâillon mondial -

Le Parlement Européen s'est opposé au **rétablissement de la règle du bâillon mondial** par le président Trump le 23 janvier dernier. Cette règle interdit le **financement américain direct ou indirect d'ONG** qui pratiquent l'avortement ou qui fournissent des services liés à l'avortement à l'étranger, tels que le fait de proposer des conseils – pouvant entraîner des conséquences terribles sur **les droits et la santé sexuelle et reproductive des femmes et des filles dans le monde**.

Des contrôles de diligence dans la chaîne d'approvisionnement des minerais –

Un projet de règlement européen a été voté par le Parlement Européen visant notamment à stopper le financement de groupes armés et les violations des droits de l'Homme par le commerce de minerais dans les zones de conflit. Ce projet établit des contrôles de « **diligence raisonnable** » par les **importateurs européens** des fournisseurs de certains minerais – faisant écho à la loi sur le devoir de vigilance française.

De nouvelles règles dans la chaîne alimentaire –

Le Parlement européen a adopté de nouvelles règles pour des contrôles et des inspections plus stricts à toutes les étapes de la chaîne alimentaire afin de **renforcer la traçabilité des produits et de combattre la fraude**. Ces nouvelles règles prévoient notamment un système de contrôle global plus efficace de l'ensemble de la chaîne alimentaire afin **d'éviter tout nouveau scandale alimentaire** et d'assurer la **sécurité alimentaire de l'UE pour l'ensemble des consommateurs**.

#Salaires #PayRise #Femmes #ONG #Minerais #Egalité



INTERNATIONAL

A51/17

31 mars : Forte mobilisation au Brésil à l'appel des syndicats contre les mesures du gouvernement Temer

Suite à la **multiplication des mesures d'austérité** par le gouvernement Temer et dans un contexte de récession économique, les brésiliens se sont fortement mobilisés à l'appel des syndicats, notamment de la CUT. La dernière mesure décriée du gouvernement brésilien est l'amendement constitutionnel PEC87 sur la prévoyance sociale grevant les droits des travailleurs brésiliens.

A52/17

24 mars : Retrait du projet de loi *Trumpcare* sur l'assurance maladie face à l'opposition du Congrès américain

Le président américain a été contraint de retirer son projet de réforme de la protection sociale américaine qui pouvait entraîner la privation d'assurance-maladie à 24 millions d'américains, face à l'opposition du Congrès, soit l'ensemble des démocrates et certains républicains jugeant la réforme soit trop pénalisante soit peu efficace. La réforme de l'*Obamacare* reste cependant une des priorités du camp républicain.

15 mars : Publication du rapport de la Commission Economique et Sociale pour l'Asie Occidentale de l'ONU sur la question israélo-palestinienne ensuite retiré

Un rapport de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale de l'ONU condamne la politique israélienne vis-à-vis des palestiniens en la qualifiant d'Apartheid, notamment sur la **question de la discrimination en matière d'emploi, de salaires et de conditions de travail**.

Ce rapport a finalement été retiré suite à la pression du secrétaire général de l'ONU sur la directrice de la Commission après les menaces des Etats-Unis de quitter le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU et suite aux pressions du gouvernement israélien.

#Brésil #USA #ONU #Trumpcare #Israël #Palestine



AGENDA

3 et 4 avril : Réunion informelle des ministres du Travail européens à Malte

Du 4 au 6 avril : Session plénière du Parlement européen

26 avril : Propositions de la Commission Européenne sur le volet social de l'UE

29 avril : Sommet européen pour définir la stratégie de négociations de l'UE dans le cadre du Brexit